

Avis voté en plénière du 14 décembre 2011

LE RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE

Groupe CGT-FO

Tout d'abord, le groupe FO tient à remercier les rapporteurs. Préparer un rapport sur l'état de la France en s'efforçant d'en examiner tous les aspects représente en effet une lourde tâche. Le faire en s'attachant à intégrer et respecter les différentes sensibilités présentes n'était pas non plus un exercice facile et les débats ont été parfois animés mais toujours constructifs.

Pour le groupe FO, ce rapport et l'avis qui en découle analysent sans complaisance, mais sans non plus pessimisme excessif, les causes profondes de la crise économique et sociale qui pèse lourdement sur les Français.

Sans complaisance parce qu'est clairement évoquée une crise systémique, faillite d'un modèle caractérisé principalement par une financiarisation de l'économie, une dérégulation des systèmes bancaires, le creusement des inégalités et l'appauvrissement des ressources naturelles. Sans pessimisme excessif car l'avis intègre les atouts de la France.

La diminution de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises et la recherche de profits à court terme, au détriment des investissements dans l'appareil productif et la recherche et développement, sont une nouvelle fois mises en lumière. De plus, l'analyse pointe du doigt l'utilisation de l'endettement des ménages comme palliatif des augmentations de salaires poussant ainsi les plus fragiles vers le surendettement, tout en maintenant un bon niveau de consommation. De même, trop de jeunes sortent du système scolaire sans qualification, ce qui participe également au creusement des inégalités. Pour le groupe FO, le repli des Français sur la sphère privée et l'absence très répandue de désir de s'investir dans le collectif découlent très largement de la logique de court terme, tant sur le plan économique que politique et c'est pourquoi nous partageons l'analyse qui en est faite.

S'agissant des préconisations, nous partageons la recommandation d'une régulation du système financier international, d'une clarification du rôle des banques dans l'économie au niveau européen et mondial. Il faut aussi faire progresser la construction européenne à travers un véritable débat démocratique afin de favoriser l'émergence d'une Europe sociale et d'une harmonisation fiscale pour en finir avec le dumping social et fiscal à l'intérieur de la zone euro.

Pour ce qui concerne les sujets nationaux, lutter contre la grande pauvreté ne peut que rencontrer l'assentiment de tous. Ce combat passe obligatoirement par la disparition du chômage de masse. C'est pourquoi mettre l'accent sur l'éducation et tenter de réduire le chômage de manière significative est indispensable, d'autant plus que notre démographie est dynamique, ce qui est mis en avant dans l'avis, et amène chaque année de nombreux jeunes sur le marché du travail.

Mieux tenir compte des besoins des entreprises est important certes pour atteindre cet objectif, mais réduire les besoins en matière d'éducation à ceux des entreprises serait une vision à courte vue redonnant la main au marché pour décider de notre avenir. Ce serait en effet, d'une part, se priver d'une capacité en matière de recherche et développement, notamment en matière de recherche fondamentale et, d'autre part, reléguer les sciences humaines et la littérature au rang de matières inutiles, ce qui est déjà trop souvent le cas.

S'agissant de la mise en exergue des indicateurs de développement durable et d'indicateurs de bien-être, replacer l'homme au centre de l'économie et du projet collectif tout en veillant à mieux respecter les ressources naturelles est un enjeu majeur pour l'avenir, ce que nous partageons. En matière de fiscalité, toutes les composantes du CESE s'accordent sur la nécessité d'une réforme et l'avis indique que l'effort devra être partagé. Néanmoins, le groupe FO regrette l'absence de recommandation sur la fonction vraiment redistributive que devrait avoir l'impôt à l'avenir, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. De même, s'agissant de la mise à plat des prélèvements obligatoires et de l'évolution des sources de financement de la protection sociale, Force ouvrière rappelle notamment son opposition à toute forme de TVA sociale. Ce rapport et cet avis à deux volets arrivent en discussion dans un contexte social et économique fortement dégradé. La mise en place d'une politique d'austérité, dont il est à craindre qu'elle conduise le pays et l'ensemble de la zone euro à la récession, tout en aggravant le problème de la dette publique, est révélatrice de l'absence de volonté politique de s'attaquer aux causes réelles de la crise. C'est pourquoi, il faut rappeler aujourd'hui qu'au moins les trois précédents rapports sur l'état de la France affirmaient l'exigence d'une régulation en matière d'économie et de finance et que nous souhaiterions que cette préconisation soit enfin entendue. Le groupe FO a voté l'avis.